

Services publics : il faut y revenir !

Les personnels de santé, les cheminots, les salarié-e-s de l'énergie, les fonctionnaires sont en lutte et **ils ont raison !**

Dans leur action ils convergent avec celles et ceux du commerce, de la chimie, de l'agroalimentaire et de tant d'autres professions en lutte pour l'emploi et donc pour l'avenir de la jeunesse et du pays tout entier.

En ce qui concerne les services publics l'enjeu est double : pour la nation et pour les citoyens et les citoyennes qui la composent.

- **En effet quelle peut être la souveraineté du peuple d'un pays si ce dernier ne maîtrise pas sa monnaie, ses banques, ses transports, son énergie, son système de santé et d'éducation, les grands moyens de production et d'échange ?**
- **Pour la population, sans services publics, c'est-à-dire sans l'ensemble des moyens qui lui permettent d'exercer ou de faire valoir ses droits fondamentaux d'hommes et de femmes libres dans notre mode d'organisation de société qui s'appelle la République, comment avoir accès au droit ?**

Depuis le tournant libéral de 1983, tous les gouvernements n'ont eu de cesse de s'attaquer aux services publics sous divers prétextes avec un record de privatisations (ce qui est un comble !) sous le gouvernement de gauche plurielle de Jospin, 1997 marquant la coupure de la SNCF en deux et l'ouverture à la concurrence d'EDF-GDF.

Pour quel résultat ? Une dégradation du service rendu, une augmentation des tarifs, une précarisation des conditions de travail et du statut du personnel et (ce qui est un autre comble !) une dégradation y compris financière des entreprises concernées et dont on nous dit maintenant qu'elles s'en sortiront mieux grâce à plus de casse et plus de concurrence...

Il faut en finir avec cette logique et **celles et ceux qui disent nous comprendre et nous soutenir ne doivent plus tergiverser** : il faut rompre avec les termes abscons de « mixite public-privé », de « pôle public » dont pourraient faire partie des entreprises privées (et donc dont les décisions nous échapperaient puisqu'aujourd'hui en France un employeur peut décider seul ce qui, dans le cas de multinationales met en cause la souveraineté du peuple et qu'au mieux nous avons un pouvoir consultatif qu'on nous rogne régulièrement), bref il faut en revenir à des **services publics détenus à 100% par la nation.**

- Avec des directions élues
- Des choix de gestion pris en commun avec la population
- Un personnel respecté et dont la professionnalité est prise compte
- Des droits fondamentaux des usagers et des usagères réaffirmés

En clair une nation toute entière qui voit le social non comme un fardeau mais comme une condition indispensable pour un progrès économique partagé.

**Non aux privatisations qui nous privent de tout,
Vive les services publics gérés par le public !**